

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 24/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUYOT Environnement

lanvinec
22970 Ploumagoar

Références : -
Code AIOT : 0005500326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement GUYOT Environnement implanté lanvinec 22970 Ploumagoar. L'inspection a été annoncée le 22/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été diligentée dans le cadre de l'action nationale 2024 "D3E" (déchet d'équipement électrique et électronique).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUYOT Environnement
- lanvinec 22970 Ploumagoar

- Code AIOT : 0005500326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GUYOT exerce une activité de transit de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage. Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 1er avril 2008.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trafic D3E

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Quelques éléments, concernant les stockages, bacs et séparations de casiers, sont plus ou moins dégradés du fait de leur ancienneté. L'exploitant devra veiller à leur remplacement dès que possible ainsi que lors du réaménagement du site (agrandissement de la plateforme de stockage, avec déplacement et la création de nouveaux casiers).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 8.1.2 Autosurveillance des niveaux sonores	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Sans objet
2	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
3	Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	Sans objet
4	Absence d'entrave à la réutilisation et au recyclage	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (3)	Sans objet
5	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 4.2.2. Plan des réseaux	Sans objet
8	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 4.2.4. Isolement avec le milieu	Sans objet
9	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 8.1.1. Autosurveillance eaux pluviales	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspecteur des installations classées a constaté un site globalement propre et correctement suivi. Des aménagements ont été réalisés afin d'affiner le tri des déchets, tout en tenant compte des exigences des cahiers des charges des éco-organismes avec lesquels la société a contracté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : La nature et le volume d'activité de tri transit, regroupement des déchets de D3E, observé sur place le jour de l'inspection, est conforme à la nature et au volume d'activité D3E qui relèvent du régime de la déclaration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : ... II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. ... V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.
Constats : Le responsable du site déclare travailler avec 2 des éco-organismes agréés pour les D3E: Ecologic et Ecosystem. Les contrats avec les éco-organismes sont gérés par le siège du groupe. Les éléments contractuels ont été transmis par mail le 11/04/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions minmales dans contrat-type avec éco-organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1
Prescription contrôlée :

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :

- que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;

- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;

- que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;

- les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;

- le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.

Constats :

Les contrats avec les éco-organismes sont gérés par le siège du groupe. Les éléments contractuels ont été transmis par mail le 11/04/2024.

La lecture des contrats transmis a permis de constater que les dispositions minimales prévues à la prescription ci-dessus y étaient inscrites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Absence d'entrave à la réutilisation et au recyclage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (3)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Absence d'entrave à la réutilisation et au recyclage
Prescription contrôlée : Compte tenu de considérations environnementales et de l'utilité de la réutilisation et du recyclage, les points 1 et 2 du présent article sont appliqués de manière à ne pas entraver une bonne réutilisation et un bon recyclage de composants ou d'appareils entiers.
Constats : Le site a été réaménagé afin de respecter les consignes de séparation et de couverture des déchets nécessaires à leur recyclage et valorisation ultérieure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
Prescription contrôlée : Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont : - pour les aires appropriées, revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs. - couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ; - l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses). Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes : - elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ; - les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ; - les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;

- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un grand nombre d'aires de stockage afin d'optimiser la valorisation matière et de répondre aux exigences de tri des différents éco-organismes avec lesquels le siège a contractualisé.</p> <p>Lors de la visite, l'inspecteur des installations classées a constaté que les aires étaient aménagées en fonction de la nature des déchets stockés. Les casiers contenant des déchets susceptibles d'avoir des substances emmenées par la pluie sont sur des dalles bétons, couvertes et accessibles via une aire de circulation étanche équipée de regards connectés à un bac débourbeur-déshuileur.</p> <p>Le site est équipé d'un pont à bascule et d'une balance permettant de peser les déchets selon leur mode de livraison (Poids lourd ou véhicule léger).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées sont captées par 2 réseaux d'écoulement d'eau et envoyées vers 2 débourbeurs-déshuileurs bien identifiés.</p> <p>L'exploitant a fourni le récapitulatif des opérations de curage et de nettoyage des 2 débourbeurs/déshuileurs pour les 3 dernières années ainsi que leurs dernières attestations de</p>

<p>curage et de nettoyage. L'Inspecteur constate que ses opérations sont réalisées plusieurs fois par an.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets, sous trackdéchets, des 2 dernières opérations de curages ont été transmis. L'Inspecteur constate que les déchets ont été pris en charge et traités conformément à la réglementation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 4.2.2. Plan des réseaux</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour,..., datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendies et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant l'isolement avec la distribution alimentaire,...) -les secteurs collectés et les réseaux associés,-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) -les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a montré le plan faisant apparaître les réseaux d'alimentation et de collecte du site contenant l'ensemble des éléments prescrits. Le plan présenté a également été transmis par mail du 11/04/24. Il a été mis à jour en 2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 4.2.4. Isolement avec le milieu</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables</p>

en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.et/ou à partir d'un poste de commande.
Constats : L'isolement des réseaux est réalisable par la pose manuelle de bouchons sur la canalisation aux niveaux des bassins et l'arrêt de la pompe de relevage. La procédure est écrite. Les bouchons d'obturations et un affichage sont présents au niveau des bassins.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 8.1.1. Autosurveillance eaux pluviales
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions et de leurs effets
Prescription contrôlée : Une mesure sera réalisée deux fois par an sur chacun des points de rejets. Les analyses porteront sur les paramètres fixés à l'article 4.3.9.
Constats : Le site dispose d'un seul point de rejet. Lors de la visite d'inspection le rapport de la dernière analyse a été regardé. Aucune anomalie n'a été relevée. L'exploitant a transmis le tableau des suivis d'analyses des 2 dernières années. L'Inspecteur constate des anomalies observées sur certains paramètres (matières en suspension, demande chimique en oxygène, hydrocarbures et demande biologique en oxygène) au mois de décembre 2022. Une intervention de curage et de nettoyage du débourbeur déshuileur a été réalisée dans le courant du mois de décembre 2022. Les anomalies du mois de décembre 2022 n'ont pas été retrouvées sur les mesures de mai 2023 et février 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC constate un glissement de la 2ème analyse annuelle du mois de décembre 23 vers le mois de février 2024. L'IIC demande à l'exploitant de revenir sur rythme de 2 analyses annuelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2008, article 8.1.2 Autosurveillance des

niveaux sonores
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions et de leurs effets
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté, puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport des mesures acoustiques du site en date du mois de septembre 2021. Un léger dépassement avait été constaté à une extrémité du site au niveau d'un croisement. L'exploitant déclare qu'une nouvelle campagne sera programmée au cours du 2ème semestre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de la nouvelle campagne de mesure ainsi que les mesures correctives proposées en cas de persistance du dépassement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois